

CAP Finistère

Spécial
78^e congrès !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1224

VENDREDI 13 AVRIL 2018

Résistance et espérance

«*Résiste, prouve que tu existes*», voilà en substance le message qu'a délivré Olivier Faure aux socialistes, en clôture du Congrès d'Aubervilliers.

Résister c'est s'opposer à la montée des populismes à laquelle on assiste partout dans le monde, en Europe et en France. C'est aussi refuser le fanatisme religieux en défendant résolument la laïcité et la loi de 1905.

Pour celles et ceux qui l'ignoraient ou plutôt qui feignaient de l'ignorer, le Parti Socialiste se situe, clairement, dans l'opposition au pouvoir en place. Non par dogmatisme mais parce qu'après dix mois, même s'il est trop tôt pour tirer un bilan, on peut déjà déceler ce qui caractérise ce pouvoir : une politique de classe pour ceux qui ont déjà tout. Et, une politique de casse du modèle social. Rien n'oblige le gouvernement à s'attaquer au statut des cheminots. À l'université il faut rompre avec la sélection par l'échec. Mais la réforme sans moyens, que veut imposer la ministre de l'Enseignement supérieur, ne résoudra rien.

La V^e République est à bout de souffle et mérite d'être réformée. Mais certainement pas en réduisant le nombre des parlementaires et en renforçant encore le pouvoir du Président. Au contraire, il faut améliorer le rôle du Parlement et permettre encore plus l'expression des citoyens.

Mais la force du verbe ne suffit pas si elle ne s'accompagne pas par la construction d'une offre politique crédible capable d'offrir une alternative politique. «*Qui est le plus à gauche ?*», a demandé Olivier Faure «*Celui qui dit ou celui qui fait ? Nous nous faisons*



Le 8 avril, premier jour de notre renaissance

de la politique, pas de la polémique». Pour le Premier secrétaire, il faut articuler indignations et propositions.

Après le choc des résultats des élections de 2017, les socialistes doivent complètement repenser leur manière d'agir. «**Pendant longtemps nous avons pensé notre action d'abord à travers la loi, les budgets et les réponses nationales**», a rappelé le nouveau Premier secrétaire. «**Cela reste essentiel, mais si l'on s'en tenait là, la réalité nous glisserait entre les doigts. La bataille du progrès se mène simultanément sur toutes les scènes, locales, nationales, internationales. Aussi bien par la loi que par l'innovation sociale, par l'action territoriale et par le dialogue social.**»

À ceux qui lui demanderont de leur résumer le Congrès d'Aubervilliers, Olivier Faure répondra : «**Je leur dirai que ce congrès fut celui de la fraternité retrouvée, que nous avons réussi à nous parler sans nous déchirer. Je leur dirai que nous allons travailler tous ensemble et qu'ils peuvent nous rejoindre. Que nous avons besoin d'eux, de leurs idées, que c'est avec eux que nous voulons reconstruire la gauche ! Que ce 8 avril fut le premier jour de notre renaissance !**».



Humains

Femmes, hommes ou enfants, avant d'être des réfugiés, ce sont avant tout des êtres humains qui risquent leur vie pour venir en Europe trouver une vie meilleure et se mettre à l'abri contre les persécutions qu'ils peuvent subir dans leurs pays.

Le projet de loi sur l'immigration ne résoudra aucun problème et ne dissuadera pas des demandeurs d'asile de venir en Europe. Le durcissement du délit de solidarité ou l'allongement du délai de rétention en centre administratif ne vise qu'à flatter une partie de l'électorat. Alors même que le discours d'accueil du candidat Macron avait pu séduire une autre partie de l'électorat sensible au respect de la tradition d'asile de la France.

PS29

Chiffre de la semaine

40 000

C'est le nombre de places en centre administratif de rétention qu'il faudrait créer, pour accueillir dignement les demandeurs d'asile.

Le congrès de

Congrès de la Refondation, Aubervilliers fut aussi le congrès des clarifications. Le vote des adhérents du 15 mars, sur les textes d'orientation proposés, a d'ailleurs été net. Et Olivier Faure a clairement mis les points sur les i : « Jusqu'à Aubervilliers nous avons pu tolérer les écarts et les faiblesses. À partir d'Aubervilliers chacun est fixé. Personne n'est contraint de rester. À partir d'Aubervilliers, le Parti Socialiste est le parti des socialistes. À partir d'Aubervilliers, le Mouvement des Jeunes Socialistes est le Mouvement des Jeunes Socialistes ! À partir d'Aubervilliers, ceux qui restent le font dans la loyauté. Il n'y a pas de plan B à concocter, il n'y a qu'un plan A pour lequel, ensemble, on se bat ! ».



Les représentants des textes d'orientation

Un parti rassemblé...

C'est un parti rassemblé qui s'est retrouvé à Aubervilliers. Tous les premiers signataires de textes d'orientation qui se sont succédés à la tribune ont délivré le même message : les socialistes doivent se rassembler derrière leur nouveau Premier secrétaire. « **Nous souhaitons tous l'unité** », a rappelé Luc Carvounas avant d'insister : « **Mais je souhaite que nous y ajoutions toujours le bouillonnement, la diversité de nos vues, tout ce qui nous rend plus fort.e.s. Nous savons que si nous pensons tous.tes la même chose alors nous ne penserons plus rien** ». Pour Stéphane Le Foll, « **la question des inégalités, qui a toujours mobilisé les socialistes pendant leur histoire, reste un enjeu essentiel du débat politique. Cette bataille est plus que jamais d'actualité et c'est le sens du socialisme aujourd'hui** ». Emmanuel Maurel, quant à lui, « **rêve d'un Parti Socialiste qui relève le drapeau de la république sociale. Soyons le parti**

des fiertés françaises, le parti d'un système social que le monde entier nous envie, et des services publics de qualité ».



Les quatre Premiers secrétaires bretons

Dans son discours de clôture, Olivier Faure est revenu sur l'histoire du Parti Socialiste et a égrené tous les noms des tendances ou des courants qui se terminaient en .istes ou en .iens et toutes les rivalités qui ont pu opposer les Rocardiens aux Fabusiens, les Poperenistes aux Ségolénistes sans parler des Aubryistes et des Strausskahnien. C'est notre histoire, mais il est temps de tourner cette page pour ne voir, parmi les adhérents du PS, que des socialistes qui partagent les mêmes valeurs de justice sociale et de démocratie et qui, avec leurs spécificités, veulent redonner au Parti Socialiste le rôle qui doit être le sien : un grand parti social-démocrate de gouvernement.

« Il est temps d'en finir avec les mots en .istes. »



Le nouveau Premier secrétaire national

Passé le temps du congrès, vient maintenant celui de l'action. La direction qui entourera Olivier Faure sera constituée d'une vingtaine de secrétaires nationaux contre 80 auparavant. Cette

équipe resserrée aura pour mission de remettre le PS au travail. Mais, a prévenu le Premier secrétaire : « **N'attendez pas tout de Paris, proposez. Je vous le demande car pour réussir la renaissance je n'ai pas seulement besoin d'une direction nationale, j'ai besoin de 104 renaissances dans nos Fédérations de métropole, des outre-mer et des Français de l'étranger ! La renaissance, c'est l'ouverture sur la société, sur les citoyens** ».

...internationaliste...

Il a beaucoup été question d'international durant ce congrès. D'ailleurs, de nombreuses délégations étrangères étaient présentes. Les élections européennes de 2019 seront le premier rendez-vous électoral du pouvoir macroniste. Elles seront aussi un moment de vérité pour la gauche sociale-démocrate européenne. Face aux europhiles béats et aux anti-européens, la gauche devra tenir un discours de vérité et expliquer quelle Europe ils veulent construire, sachant que celle que promeut Junker ne correspond pas à leurs attentes. Membre de la commission européenne, Pierre Moscovici a clairement pris ses distances vis-à-vis du président de la commission. Il a également rappelé qu'il ne croit pas à l'effacement du clivage gauche/droite. « **Ni à Bruxelles, ni à Paris** », a-t-il précisé.



La renaissance de la gauche européenne

Cependant, alors que la commission défend une orientation clairement libérale, l'action du commissaire européen peut faire bouger les lignes sur des sujets comme la lutte contre la fraude fiscale, le secret bancaire ou la publication de listes des paradis fiscaux. Un commissaire européen conservateur ou libéral n'aurait pas consacré autant d'énergie à faire avancer ces dossiers.

la clarification

Le Parti Socialiste et la délégation socialiste française au Parlement européen souhaitent rassembler la gauche européenne autour d'un projet commun. C'est pour cette raison que le Congrès d'Aubervilliers a adopté une « adresse » aux socialistes européens et à la gauche européenne.



La table des délégués du Finistère

Ce texte réaffirme la nécessité de construire une alternative progressiste face à l'Europe libérale. Nous voulons une Europe démocratique qui fasse prévaloir la voix des peuples et des citoyens. Une Europe capable d'assurer la défense de ses frontières et porteuse d'une politique ambitieuse de partenariat et de développement. Une Europe qui se protège dans la mondialisation en revoyant sa politique de concurrence et de commerce international. Une Europe qui protège l'environnement et la santé de tous, qui revendique et qui affirme son modèle agricole et alimentaire. Une Europe intraitable sur le respect de la démocratie et des droits humains, digne et accueillante vis-à-vis des réfugiés. Une Europe sociale et solidaire, qui œuvre à la convergence sociale et fiscale et qui lutte aussi contre les inégalités territoriales. Une Europe qui investit dans l'avenir et pour l'emploi. Une Europe qui renforce les droits des citoyens face aux intérêts privés des grandes firmes internationales.



Udo Bullmann

Président du groupe socialiste au Parlement européen, Udo Bullmann a pleinement approuvé cette initiative et a appelé les partis socialistes européens à coopérer et à bien prendre la mesure de ce qui se joue en Europe. **« Nous pouvons trouver que la situation est difficile pour nous en France et en Allemagne mais dites-vous bien que c'est encore plus compliqué pour nos camarades Hongrois ! »**

« Les services publics sont la promesse de la République. »

...attaché aux services publics

Les socialistes sont attachés aux services publics. De nombreuses interventions ont souligné le rôle essentiel qu'ils jouent dans notre modèle social. Et c'est debout que les délégués ont salué l'engagement des fonctionnaires au service de l'intérêt général.



Les Finistériens à Aubervilliers

Lors de la table ronde consacrée à ce sujet, Nathalie Sarrabezolles a mis en avant l'exemple du Conseil départemental du Finistère, qu'elle préside, et a particulièrement insisté sur le Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, adopté en août 2017. Ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'action destiné à renforcer l'offre de services dans les zones présentant un déficit d'accessibilité des services. Il comprend un plan de développement de la mutualisation des services sur l'ensemble du territoire départemental. Il dresse une liste des services au public existants sur le territoire départemental à la date de son élaboration ou de sa révision, leur localisation et leurs modalités d'accès. Le schéma finistérien

dégage des priorités d'intervention territorialisées et définit un niveau de services adapté. Il porte une attention particulière aux publics les plus fragiles et développe la démocratie participative à travers les associations d'usagers. Il recherche des solutions concrètes et partenariales permettant d'améliorer l'offre de services publics.



Fiers de défendre le service public

Pour la présidente du Conseil départemental, c'est **« la promesse de la République »** qui se joue dans l'accès de tous aux services publics. **« Nous devons être fiers d'être attachés à ce principe et nous devons considérer notre action comme un investissement pour l'avenir et non comme des frais de fonctionnement ».**

Jeunes et socialistes



Plusieurs dizaines de jeunes socialistes se sont retrouvés à Aubervilliers pour ré-affirmer que, même si le MJS est autonome, ils et elles appartiennent bien à la famille socialiste.

Conseil national

La Fédération du Finistère aura cinq représentants dans le Conseil national : il s'agit de Yohann Nédélec, Marion Maury, Mélanie Thomin, François Cuillandre et Gwenegan Bui.

Agenda

13 avril

18h30 : Conseil fédéral
au local du PS à Brest.
Ouvert à tous les
adhérents.

14 avril

9h30 : Assemblée
générale de l'UESR, salle
polyvalente à Hanvec.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1224 - Vendredi 13 avril 2018
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

Levée de bouclier contre ELAN

Jean-Marc Tanguy et Marie-Christine Détraz

« Ce mercredi 4 avril peut devenir une journée funestement historique pour la progression des droits des personnes en situation de handicap dans notre pays, avec des applications très concrètes », s'est alarmé Jean-Marc Tanguy le jour de la présentation du projet ELAN (Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique), devant le Conseil des ministres.



En effet, ce projet prévoit « une remise en question aussi inédite que brutale des principes d'accessibilité, notamment inscrits dans la loi du 11 février 2005. La part obligatoire de logements accessibles soumise aux promoteurs va passer de 100 % à... 10%... !! ».

Pour le conseiller départemental « non content d'avoir démontré depuis des mois qu'il était le président des riches, Emmanuel Macron est donc aussi celui des biens portants, cédant aux puissants lobbies de l'immobilier, afin de faire porter les contraintes et la responsabilité aux personnes en situation de handicap ».

C'est un choix clair et sans ambiguïté de la part d'un gouvernement qui, se servant de l'argument du surplus de normes, faisant fi qu'elles ne se valent pas toutes, met donc à mal le principe d'accessibilité universelle et la logique inclusive qui permettait d'affirmer que quand un logement, un espace public, un bâtiment, un transport est accessible à une personne en situation de handicap, ils le sont de fait pour tout à chacun.

Pourtant, comme le souligne Jean-Marc Tanguy « lors de la campagne présidentielle, le candidat Macron promettait évidemment une vraie prise en compte de l'accessibilité pour les personnes handicapées ».

Nous n'en sommes qu'à la présentation du projet de loi et il est toujours possible que le Parlement amende les normes d'accessibilité appliquées uniquement à 10 % des nouvelles habitations feront que seuls 10 % des 40 % de logements avec quatre étages auront obligatoirement des ascenseurs, ce qui représente seulement 4 % de la production de logements neufs.

« Il s'agit d'une régression historique, d'un mépris absolu et d'une inversion éminemment dangereuse du principe de l'accessibilité posé comme une contrainte et non plus comme une évidence ».

Pendant, rien n'est joué. Le gouvernement serait bien avisé de se méfier car ce nouveau coup de canif dans le pacte social est tel que les associations de personnes handicapées affirment qu'en l'état, le projet de loi ELAN est contraire à la convention internationale des Nations Unies, relative aux droits des personnes handicapées, que la France a ratifiée. Son article 19 dispose en effet que les personnes handicapées doivent bénéficier de « la possibilité de choisir, sur la base de l'égalité avec les autres, leur lieu de résidence ». Le secteur associatif menace de porter l'affaire devant le Défenseur des droits si le projet de loi reste en l'état.

Ce texte fait aussi fi des collectivités locales, comme le dénonce Marie-Christine Détraz, présidente du Club décentralisation et Habitat Bretagne, en charge du Logement à l'agglomération de Lorient, qui juge elle aussi très sévèrement ce projet.

« Ce texte vise à créer un choc de l'offre. Or, il ne tient absolument pas compte des spécificités territoriales », regrette l'élue de Lorient. Ce choc est sans doute nécessaire dans les zones dites tendues où les habitants éprouvent des difficultés à se loger. Mais la Bretagne, pour ne prendre que cet exemple n'est que très partiellement concernée. Si on regarde dans les détails, on ne compte que quatre zones qui peuvent être considérées comme tendues : une partie de l'agglomération rennaise, Dinard, Saint-Malo et Belle-Île-en-Mer.

Décentralisation et Habitat Bretagne plaide pour une politique du logement partagée entre l'État, qui fixe les règles du jeu et se porte garant de l'égalité de tous les citoyens, et les collectivités locales qui connaissent les spécificités de leurs territoires et les attentes de leurs concitoyens. Les politiques de logement ne peuvent pas être identiques dans des territoires ruraux, urbains, péri-urbains. Il faut une vision équitable, fine et adaptée aux spécificités locales.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire mais le gouvernement doit sérieusement revoir sa copie.